

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
25-26, rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



EPC FRANCE

Le Bouchet - Dépôt de Cigogné
68, rue de la Varenne
37150 BLERE

Références : 2022/ 611 - VAT20220315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Bouchet - Dépôt de Cigogné - 68 rue de la Varenne 37150 BLERE. L'inspection a été annoncée le 30/03/2022 lors de la préparation de l'exercice PPI. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le visite d'inspection de la société EPC France, dépôt de Cigogné (37) a été réalisé sur le thème du POI, à la suite de la réalisation le même jour d'un exercice PPI organisé par la préfecture d'Indre-et-Loire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Le Bouchet - Dépôt de Cigogné – 68 rue de la Varenne 37150 BLERE
- Code AIOT dans GUN : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le dépôt de Cigogné de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières). Compte-tenu des quantités de matières actives stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO au titre des établissements "Seuil haut".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'Opération Interne (POI)
- Système de Gestion de la sécurité (SGS).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI	Code de l'environnement du 28/04/2022, article R.515-100	/	Sans objet
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1	/	Sans objet
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI	Code de l'environnement du 28/04/2022, article R.515-100	/	Sans objet
SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 5 de l'annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les prescriptions examinées étaient globalement respectées. Pour les constats susceptibles de suites administratives l'exploitant se doit de produire les justificatifs des actions déjà engagées et des modifications documentaires nécessaires pour que les prescriptions examinées soient complètement satisfaites.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/04/2022, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de mise à jour du POI
Prescription contrôlée : [...] Le plan est " mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans" [...]
Constats : Le POI dont disposent les autorités est un document datant de plus de 3 ans. Le version du POI mise à jour en juillet 2020 doit être transmise aux destinataires identifiés dans le document (Préfecture d'Indre-et-Loire, DREAL, SDIS 37, ...).
Observations : La version du POI en possession du service de l'inspection des installations classées au jour de la visite est une version de février 2018, mise à jour en octobre 2018 par l'ajout de 6 fiches, le document étant constitué de 46 fiches. Le 28 avril 2022 l'exploitant a indiqué et justifié que 9 autres fiches du POI ont été changées en juillet 2020. La version mise à jour en juillet 2020 n'a cependant pas été diffusée à l'extérieur de l'entreprise EPC France.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/04/2022, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des exercices POI
Prescription contrôlée : [...] Le plan est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le POI fait l'objet d'un test à une fréquence environ semestrielle. Les 2 derniers tests ont respectivement été réalisés les 23 juin 2021 et 15 décembre 2021. Ces 2 tests ont chacun fait l'objet d'un compte-rendu qui a été présenté le 28 avril 2022. Le scénario de chacun des 2 tests a respectivement été : - Départ de feu dans une armoire électrique au retour vers le dépôt. Un blessé. - Feu sur l'essieu d'un camion de livraison contenant 1 tonne d'explosifs. Pour les interventions du personnel l'exploitant a précisé que ce dernier était bien informé qu'il avait interdiction d'intervenir sur un feu d'explosifs (la consigne est l'évacuation) et que les exercices POI permettaient de rappeler régulièrement cette interdiction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 5 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté une procédure référencée PRO-10 de janvier 2020 version V03a dont le libellé est : "Identification/ maîtrise des situations d'urgences et accidents potentiels". Cette procédure fait le lien avec le POI et les fiches réflexes qu'il contient. L'inspection ayant été réalisée à la suite de l'exercice PPI dont le scénario était : " Feu électrique sur un transpalette dans le dépôt d'explosifs lors du chargement d'un camion. Les moyens de lutte de l'exploitant sont insuffisants, l'exploitant déclenche alors son POI et effectue les appels prévus dans ses procédures d'alerte. In fine le déclenchement du PPI est demandé", seule la mise en application de la procédure précitée et de son renvoi avec le POI a été examinée. Il ressort de ce contrôle que : <ul style="list-style-type: none">- Il existe un planning des astreintes, heures ouvrées, non ouvrées et week-end.- L'exploitant dispose dans son POI d'une liste à jour des salariés permettant le déploiement du POI.- La fiche réflexe du POI décrit les actions à réaliser pour la personne présente sur le site au jour de l'événement.- La fiche réflexe du POI décrit l'organisation à mettre en place le jour de l'évènement et les missions confiées aux différents acteurs.- Le Directeur des Opérations Internes (DOI) est le chef de dépôt. Le POI prévoit cependant qu'en l'absence du chef de dépôt le chauffeur prend le rôle de DOI et assure les appels téléphoniques.- Il existe dans le POI une fiche missions pour le Directeur des secours et une pour le Directeur-Adjoint des secours.- Le nombre de missions définies dans les fiches est en adéquation avec les effectifs du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat détaillé des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant dispose d'un état à jour des produits explosifs stockés. Cet état n'est cependant pas référencé dans le POI. Il convient de référencer dans le POI l'état des produits explosifs stockés et de produire les justificatifs de ce référencement à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant tient à jour un état des stocks pour chacun des 2 bâtiments, mentionnant les quantités des produits explosifs stockés. L'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement. Un inventaire physique des stocks est réalisé au moins à une fréquence annuelle. L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI dans sa version d'octobre 2018 (le POI fait simplement référence aux quantités maximales de produits explosifs admissibles dans chacun des deux bâtiments).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat détaillé des matières stockées pour le grand public
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2.Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Le site ne dispose pas encore d'un état des stocks de produits explosifs, présenté sous un format synthétique à destination du public et tenu à la disposition du préfet. L'exploitant doit finaliser la réalisation de l'état synthétique de ses stocks de produits explosifs et justifier de la réalisation de ce document auprès de l'inspection des installations classées.
Observations : Lors de l'inspection l'exploitant a présenté la trame d'un document du 12 janvier 2022 destiné à la réalisation, sous format synthétique, d'un état des stocks des produits explosifs présents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet